

À "L'AVANT-GARDE" DU NOUVEAU PROGRAMME DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE CHINOIS, LES GRANDES ENTREPRISES REMPLACENT LES PAYSANS



Producteurs laitiers de la province de Hebei. Les producteurs laitiers chinois souffrent des retombées des scandales du lait contaminé et doivent aussi faire face à la baisse des prix et la hausse de coûts de production du lait. (Photo : Nelson Ching/ Bloomberg News)

“Au cours des vingt dernières années, le gouvernement a modifié sa conception de la sécurité alimentaire et s’est éloigné progressivement des vieilles politiques d’autosuffisance alimentaire.”

Les dernières années ont été absolument terribles pour les petits producteurs laitiers de Chine. La demande de production nationale s’est effondrée suite aux scandales de la contamination du lait, avec lesquels les paysans n’avaient pourtant rien à voir ; le prix du lait a baissé et ne couvre même plus les coûts de production. De nombreux paysans choisissent d’abattre leurs vaches, mais même cette décision désespérée parvient rarement à empêcher la faillite.¹

On ne peut pas en dire de même des grandes entreprises laitières chinoises. Tout va pour le mieux pour les entreprises comme le New Hope Group et Bright Foods. Elles escroquent les paysans chinois en imposant des prix bas pour leur lait et utilisent leurs bénéfices pour établir leurs propres mégafermes en Chine et à l’étranger, en particulier en Nouvelle-Zélande et en Australie, d’où elles peuvent réexporter le lait en poudre vers la Chine grâce à des accords de libre-échange, puis le commercialiser comme “sûr”.²

Liu Yonghao, président du géant de l’agrobusiness chinoise New Hope Group, est représentatif des nouveaux patrons de l’agroindustrie chinoise. Profitant de l’impact de la crise du lait sur les éleveurs chinois, il a mis en place une alliance avec deux des plus grandes familles de l’industrie laitière australienne pour racheter des fermes laitières en Australie.³ Ce partenariat concerne pour commencer une ferme laitière de 10 000 têtes, puis prévoit l’établissement de deux autres fermes de la même taille dans les 10 années à venir.

La même histoire se répète dans les autres secteurs alimentaires chinois. L’invasion des importations de soja et d’huile de palme, inaugurée par l’accession de

la Chine à l’Organisation mondiale du Commerce, a alimenté la croissance des entreprises de transformation alimentaire et des élevages industriels de volaille et de porc. Avec ces changements, les multinationales comme Cargill, Wilmar et Charoen Pokphand se sont rempli les poches ; les paysans chinois, eux, ont été décimés.⁴ De nombreuses entreprises chinoises ont également fermé, mais plusieurs en sont sorties très renforcées et avec le soutien de l’État, s’efforcent de manière très agressive d’établir des chaînes d’approvisionnement mondiales et même leurs propres fermes, en Chine comme à l’étranger (voir tableau 1). Les conséquences de ces changements vont bien au-delà des frontières de la Chine et affectent les paysans du monde entier.

Les “fermes familiales” déplacent les familles paysannes

La sécurité alimentaire a toujours été une grande priorité pour les dirigeants chinois. Jusqu’à récemment, l’idée était de produire suffisamment en Chine pour nourrir toute la population et cette tâche incombait presque entièrement aux paysans chinois.

Cependant, au cours des vingt dernières années, le gouvernement a modifié sa conception de la sécurité alimentaire et s’est éloigné progressivement des vieilles politiques d’autosuffisance alimentaire. Une partie de cette évolution s’explique par le fait que le

1. Smart Agriculture Analytics, “Shandong, Shaanxi and other regions still slaughtering dairy herds; milk cheaper than water”, Dairy Foods, 27 May 2015, <http://www.dairyfoods.com/articles/91176-dairy-news-from-china-milk-prices-fall-farmers-cull-herds-tibetan-dairy-is-worlds-highest-new-bright-dairy-plant-to-process-1500-t-ons-daily>

2. Research and Market, “Research report on China dairy industry, 2015-2019”, July 2015, http://www.researchandmarkets.com/research/zbkchn/research_report

3. Damon Kitney, “China’s Liu Yonghao New Hope door to Australian dairy”, The Australian, August 2015, <http://www.theaustralian.com.au/business/in-depth/chinas-liu-yonghao-new-hope-door-to-australian-dairy/story-fni2wt8c-1227468594353>

4. Voir GRAIN, «Qui nourrira la chine : l’agrobusiness ou les paysans chinois ? », août 2012, <https://www.grain.org/article/entries/4549-qui-nourrira-la-chine-l-agrobusiness-ou-les-paysans-chinois-les-decisions-de-beijing-ont-des-repercussions-mondiales>

gouvernement a accepté des accords commerciaux qui obligent la Chine à autoriser l'importation de certaines denrées alimentaires dans le pays. Mais le gouvernement a aussi poursuivi sa propre politique nationale qui vise à confier la production alimentaire des fermes paysannes aux grandes fermes commerciales et à transférer l'expansion de l'agriculture et l'approvisionnement des programmes publics à l'agrobusiness et aux entreprises alimentaires.⁵

Cette année, le gouvernement a mis en place une troisième série d'ajustements relatifs au secteur agricole : les précédents efforts de réforme de la propriété foncière seront renforcés, les fermes consolidées et des chaînes d'approvisionnement seront établies pour les intrants (semences, matériel agricole) et les produits (alimentation).⁶ Le gouvernement doit également élaborer des politiques et des programmes pour favoriser ce qu'on appelle les entreprises "à tête de dragon", spécialisées dans les chaînes d'approvisionnement verticalement intégrées, et pour encourager les sociétés industrielles et commerciales à s'impliquer directement dans l'agriculture.⁷ C'est dans la production de viande que les effets du changement du soutien gouvernemental des paysans à l'agrobusiness sont les plus évidents. Il y a vingt ans, 80 % de la production de porc chinois provenaient des petites fermes ; aujourd'hui, ce sont les grandes fermes spécialisées et les mégafermes industrielles qui produisent 80 % du porc.⁸

Un élément central de la nouvelle politique agricole de l'État chinois est le soutien apporté au transfert des terres des fermes paysannes vers les grandes fermes que le gouvernement qualifie, paradoxalement, de "fermes familiales". Les fermes chinoises dites familiales couvrent en moyenne 27 fois plus de superficie qu'une ferme paysanne typique et à la fin de 2012, on

5. Wang Tao, «China wants to deepen overall reforms», China Daily, November 2013: http://europe.chinadaily.com.cn/opinion/2013-11/14/content_17104733.htm; Ministry of Agriculture of the People's Republic of China, Interpretation of «Guidelines on further adjust and optimize the agricultural structure», February 2015 (in Chinese), http://www.moa.gov.cn/zwllm/zwdt/201502/t20150210_4403210.htm

6. "Li Keqiang: The evolution of the modern agriculture industry", Chinese Government Network, 25 July 2015 (in Chinese), http://www.gov.cn/xinwen/2015-07/25/content_2902475.htm

7. Yan Hairong, "Agrarian capitalization without capitalism?: Capitalist dynamics from above and below in China", Journal of Agrarian Change, July 2015, http://www.iss.nl/fileadmin/ASSETS/iss/Research_and_projects/Research_networks/LDPI/CMCP_65-Yan_Chen.pdf

8. GRAIN, op cit.



Shuanghui International a racheté le plus gros producteur de porc mondial, Smithfield Foods en 2013 avec le soutien financier de la Banque de Chine, Goldman Sachs et Temasek Holdings. Smithfield Foods est le sujet central du documentaire critique 'Pig Business'

comptait déjà quelque 877 000 "fermes familiales" de ce type, sur une superficie de 11 millions d'hectares de terres.⁹

La législation chinoise, toutefois, interdit encore aux paysans de vendre leurs terres. Les transferts concernent donc les "droits d'usage" et sont organisés en différents dispositifs dont le plus important est peut-être le trust de mise en circulation des terres. Selon ce dispositif, une entreprise crée un trust pour obtenir des agriculteurs de tel ou tel endroit un certain nombre de droits d'usage des terres, elle identifie des sociétés intéressées par ces terres, puis s'arrange pour que les terres soient louées à ces sociétés. Le trust est comme une banque où les paysans déposent leurs droits fonciers pour que le trust puisse ensuite les louer à des entreprises agricoles bien plus grandes.¹⁰

La première entreprise à sauter sur l'opportunité du trust a été CITIC, la société financière géante appartenant à l'État. Le fondateur de CITIC est l'ancien Vice-président chinois Rong Yiren - l'une des plus grandes fortunes d'Asie et l'un des principaux hommes politiques

9. Chinese Ministry of Commerce, "Nongye bu: jiating nongchang 87.7 wan ge (Ministry of Agriculture: Family Farms 877000)", 9 June 2014, http://nc.mofcom.gov.cn/articlexw/xw/gnyw/201406/18719552_1.html; Reuters, "China to focus on family farms in drive to commercialise", 27 February 2014, <http://www.scmp.com/news/china/article/1436429/china-focus-family-farms-drive-commercialise>

10. GRAIN, «Quand les lois privent les paysans de leurs terres : la réforme agraire à rebours de l'Asie.» 5 mai 2015, <https://www.grain.org/article/entries/5197-quand-les-lois-privent-les-paysans-de-leurs-terres-la-reforme-agraire-a-rebours-de-l-asie>



En 2011, le Chongqing Grain Group annonçait un projet de 2 milliards de dollars US pour construire une base de production de soja dans les États de Bahia et de Rio Grande do Sul, au Brésil. Ces projets cependant semblent avoir été mis en sommeil ou abandonnés pour des raisons inconnues. Le 19 octobre 2015, près de 400 familles du Mouvement des Sans Terre (MST) ont occupé les 750 ha de l'exploitation de Sol Agrícola dans la municipalité de São Lourenço do Sul, dans le Rio Grande do Sul ; selon ces familles, la ferme appartient à Chongqing Grain Group et a été laissée à l'abandon. (Photo: MST)

responsables de l'ouverture de l'économie chinoise aux investissements étrangers. Les trusts de mise en circulation des terres de CITIC sont établis en partenariat avec Bayer Crop Sciences, l'entreprise allemande de semences et de pesticides ; ils intègrent les produits de Bayer dans les regroupements de parcelles foncières gérés par CITIC.

Le premier trust foncier de CITIC et Bayer dans la province d'Anhui, dans l'est de la Chine, représente un transfert de 2 100 ha de terres appartenant à des agriculteurs locaux qui sont censés recevoir en moyenne un paiement annuel de 700 à 800 yuans (entre 112 et 118 dollars US) chacun. Le gouvernement chinois se sert de ce projet comme d'un projet-pilote pour un programme national lancé en 2015 qui doit enregistrer les droits contractuels de 200 millions de foyers ruraux sur les terres cultivables du pays et ouvrir la voie à de nouveaux transferts. Selon le ministère de l'Agriculture chinois, les droits d'usage concernant 25 millions d'hectares de terres cultivables ont déjà été transférés, soit plus du quart de la superficie totale aux mains des agriculteurs.¹¹

11. GRAIN, op.cit.

D'autres grandes entreprises ont emboité le pas à CITIC et Bayer et se sont lancées dans cette affaire de trusts, notamment le plus grand négociant en céréales de Chine, COFCO, le semencier américain Pioneer et même Alibaba, le maître de l'e-commerce chinois.

“Mondialisation” : les investissements de l'agrobusiness à l'étranger

En novembre 2014, la presse chinoise a indiqué que CITIC allait investir 5 milliards de dollars US pour développer des exploitations agricoles sur 500 000 ha en Angola. L'entreprise a déjà deux exploitations de 10 000 ha dans le pays et est en cours de négociations avec le gouvernement pour obtenir une troisième ferme de 30 000 ha. L'annonce intervenait au moment-même où deux des plus grandes entreprises alimentaires asiatiques, le Japonais Itochu et le Thaïlandais Charoen Pokphand, annonçaient un accord qui leur permettrait de prendre une participation combinée de 20 % dans le capital de CITIC pour la somme de 10 milliards de dollars.

Ces deux accords en disent long sur la direction que prend actuellement la politique de sécurité alimentaire de la Chine. Ils révèlent tout d'abord l'étroitesse des

liens tissés entre les entreprises chinoises qui dirigent la transformation des campagnes chinoises et leurs homologues étrangers qui dominent déjà le commerce alimentaire mondial. Ils mettent aussi en évidence l'importance que revêt pour les entreprises chinoises la possibilité d'avoir la maîtrise de la production alimentaire à l'étranger pour réexporter les denrées vers le pays.

GRAIN a compilé les informations disponibles sur le site Internet.farmlandgrab.org jusqu'au mois d'août 2015 et créé une base de données des acquisitions foncières à grande échelle réalisées à l'étranger par des entreprises chinoises à des fins de production alimentaire (voir Annexe disponible dans la version anglaise de cet article). Nous avons ainsi identifié 61 transactions dans 31 pays différents, ce qui correspond à une superficie de plus de 3,3 millions d'hectares; ces transactions ont été conclues ou sont en cours de réalisation.¹²

Cette liste montre que la Chine se concentre sur la production de certaines denrées alimentaires clés qu'elle importe (soja, huile de palme, produits laitiers) ou dont elle prévoit de devoir importer des quantités beaucoup plus larges (maïs, blé, riz) dans un avenir proche. Les entreprises chinoises ont pour but d'établir une présence, à la fois dans les centres déjà bien établis de production destinée à l'exportation (États-Unis, Argentine, Brésil, Indonésie, Australie, Nouvelle-Zélande), et dans les zones considérées comme les prochaines frontières de la production alimentaire à bas coût pour l'exportation (Afrique, Cambodge). Une tendance se fait sentir également, à savoir cibler pour la production alimentaire des pays dont les normes de "sécurité sanitaire des aliments" ont meilleure réputation que celles de la Chine, par exemple la Nouvelle-Zélande et l'Australie, où les entreprises chinoises cherchent à produire du lait en poudre pour la fabrication des laits maternisés.

Rien qu'en Australie, les entreprises chinoises ont acquis, au cours des dernières années, près d'un million d'hectares pour l'élevage laitier et le bétail; en septembre 2015, on parlait de 700 millions de dollars pour les autres transactions en cours de négociation concernant les propriétés rurales.¹³ Plusieurs entreprises chinoises

12. De nombreuses autres transactions avaient été annoncées et sont incluses dans la base de données de GRAIN de 2012 mais elles ont depuis été abandonnées et ont été retirées du tableau. Voir GRAIN, «GRAIN publie un tableau de données sur plus de 400 cas d'accaparement des terres dans le monde», mars 2012: <https://www.grain.org/article/entries/4482-grain-publie-un-tableau-de-donnees-sur-plus-de-400-cas-d-accaparement-des-terres-dans-le-monde>

13. Le chiffre de 700 millions de dollars comprend le rachat en octobre 2015 de la plus grande compagnie laitière d'Australie, voir

sont sur la liste des acheteurs potentiels du plus gros propriétaire foncier d'Australie, S. Kidman & Co, qui détient 11 millions d'hectares d'élevages de bétail.¹⁴ Ce sursaut d'intérêt chinois pour les fermes australiennes est étroitement lié à l'accord de libre-échange signé entre les deux pays. Cet accord fournit des protections aux investisseurs chinois et permet à l'Australie d'exporter davantage de denrées alimentaires vers la Chine.

L'ampleur des investissements extérieurs chinois dans les terres agricoles au niveau mondial a une importance évidente et des conséquences sur les agriculteurs locaux – qu'il s'agisse des producteurs australiens que l'augmentation des prix fonciers force à quitter leurs terres ou des paysans mozambicains qui sont tout simplement expulsés des leurs.¹⁵

Et les choses ne vont pas s'arrêter là. Le gouvernement s'inquiète de la dépendance du pays vis-à-vis des entreprises étrangères en matière d'importations alimentaires. Pour faire face à ce problème, il choisit de soutenir directement les multinationales chinoises et de mettre en place les infrastructures et la logistique commerciale qui leur garantissent l'accès et la maîtrise des importations alimentaires.¹⁶ Comme on le voit dans le cas de CITIC, une grande partie de ces plans se réalisent par le biais de fusions, de rachats et de joint-ventures avec de grandes entreprises étrangères.

«Chinese buy nation's largest dairy, Van Diemen's Land Company,» *The Australian*, 13 October 2015: <http://www.theaustralian.com.au/business/companies/chinese-buy-nations-largest-dairy-van-diemens-land-company/story-fn91v9q3-1227566733334>. Voir aussi Lisa Murray Matthew Cranston, «Chinese investors on buying spree,» *Financial Review*, 28 September 2015: <http://farmlandgrab.org/25345>

14. Lisa Murray Matthew Cranston, «China's Donlinks Grain & Oil Co Ltd bids for S.Kidman & Co,» *Financial Review*, 1 October 2015: <http://farmlandgrab.org/25361>

15. Voir par exemple «Foreign investors on hunt for Aussie farms,» *Sunday Night*, 5 July 2015: <https://au.news.yahoo.com/sunday-night/features/a/28634435/foreign-investors-on-hunt-for-aussie-farms/?cmp=fb>; «China accused of stealth land grab over Mozambique's great rice project,» *Ecologist*, November 2013: <http://farmlandgrab.org/22864#sthash.kJs7LdyK.dpuf>

16. China a par exemple signé un accord avec le Brésil en août 2015 pour contribuer à hauteur de 50 milliards de dollars US à la construction d'une ligne de chemin de fer reliant la côte atlantique brésilienne à la côte pacifique du Pérou, afin de réduire le coût des exportations vers la Chine, en particulier celles de soja et d'autres produits alimentaires. Voir la BBC: BBC, "China to invest \$50bn in Brazil infrastructure", 15 May 2015, <http://www.bbc.co.uk/news/business-32747454>



Jian Zhong Yin est l'une des nouvelles figures de l'investissement de la Chine dans l'agro-business à l'étranger. Il supervise ce qui est potentiellement le plus gros investissement chinois dans l'agriculture australienne : une incursion à haut risque dans le légendaire projet d'irrigation de la rivière Ord, qui représente un milliard de dollars australiens. (Photo: The Australian)

L'entreprise chinoise qui s'est engagée dans cette voie de la manière la plus offensive est COFCO, le China National Cereals, Oils and Foodstuffs Corporation Group, qui appartient à l'État et est le plus grand transformateur, fabricant et négociant de denrées alimentaires de Chine.

Si les Chinois consomment plus de quelque chose ou si leurs besoins augmentent de n'importe quel produit en provenance de l'extérieur, c'est notre secteur," affirme Frank Ning, le PDG de COFCO.¹⁷

COFCO a pris récemment une participation majoritaire dans l'entreprise hollandaise Nidera et dans l'entreprise singapourienne Noble, deux des plus grands négociants en céréales et en oléagineux du Cône sud de l'Amérique latine. Noble est également l'un des principaux acteurs du marché de l'huile de palme en Indonésie. Ces acquisitions ont été soutenues par le fonds souverain de Chine, la China Investment Corporation (CIC) et rendue possible par une injection de fonds

17. Margaret Myers, "China's agriculture investment in Latin America", *Inter-American Dialogue*, 21 November 2013, <https://www.bu.edu/pardeeschool/files/2014/12/Margaret-Myers-Lecture1.pdf>

préalable de 4,7 millions de dollars US de la part de la Banque de développement de Chine en 2013.¹⁸ Mais COFCO a aussi cherché les alliances avec des acteurs financiers étrangers pour financer son expansion. En Chine, COFCO a vendu une part majoritaire de sa filiale viande, l'une des plus importantes de Chine, à la société de capital-investissement américaine KKR pour lever les fonds nécessaires à la construction de fermes porcines géantes. KKR a quant à lui un partenariat avec le plus gros producteur laitier chinois, China Modern Dairy, pour établir des fermes laitières géantes.¹⁹

De la même façon, quand Shuanghui International, une des filiales de l'entreprise chinoise WH Group, a racheté le plus gros producteur de porc mondial, l'entreprise américaine Smithfield Foods en 2013, la transaction a été financée par un prêt de 4 milliards de

18. "COFCO gets 30b yuan loan from CDB", *China Daily*, 26 February 2013, http://www.chinadaily.com.cn/business/////////2013-02/26/content_16259274.htm; «China's COFCO, CIC to set up venture to run agricultural businesses», *Reuters*, 12 May 2015: <http://farmlandgrab.org/24891>

19. «KKR backs Cofco drive to ramp up China hog output», *APK*, 6 June 2015: <http://farmlandgrab.org/post/view/23591>

dollars de la Banque de Chine et soutenue en partie par la société financière de Wall Street Goldman Sachs et le fonds souverain de Singapour, Temasek Holdings.²⁰

Les plans d'expansion à l'étranger de New Hope, coordonnés à partir de ses bureaux de Singapour, sont financés partiellement par des partenariats avec la Banque mondiale, le fonds souverain de Singapour et plusieurs négociants transnationaux en grains, notamment les Japonais Mitsui et Marubeni et l'Américain ADM.²¹

Si l'on veut mettre un chiffre sur toute cette activité, il semble que les investissements agricoles des entreprises chinoises à l'étranger aient dépassé les 43 milliards de dollars dans les dix dernières années.²²

Agrobusiness chinoise contre souveraineté alimentaire

La Chine a déjà connu l'exode rural le plus intense et le plus rapide de toute l'histoire de l'humanité. Il semble toutefois peu probable que le secteur de l'industrie manufacturière puisse continuer à absorber cette migration. Déjà on observe des mouvements de retour des travailleurs à la campagne. Mais l'évolution actuelle

20. «Smithfield Foods - Shuanghui International: The biggest Chinese acquisition that isn't,» Ciajing, June 2013: <http://farmlandgrab.org/22155>

21. Société financière internationale, «IFC partners with New Hope to boost agribusiness in South and Southeast Asia», 9 June 2015: <http://ifcextapps.ifc.org/ifcext%5CPressroom%5CIFCPressRoom.nsf%5C0%5CD1F0E4AB4BF5725985257E6000302C48>; «New Hope and Marubeni join for overseas expansion,» All About Feed, 23 January 2012: <http://farmlandgrab.org/19927>; «China's New Hope to set up overseas investment fund,» Reuters, 16 November 2011: <http://farmlandgrab.org/19617>

22. American Enterprise Institute, "China global investment tracker", 2015, <https://www.aei.org/china-global-investment-tracker/>

en faveur de l'agrobusiness signifie que ceux-ci auront beaucoup plus de mal à survivre une fois rentrés chez eux, car leurs terres passent aux mains des grandes fermes, les marchés où vendre leurs produits sont contrôlés par des entreprises agroalimentaires et des détaillants puissants, et leur environnement est pollué par les pesticides, les engrais chimiques et les déchets des fermes industrielles.²³

Ces tendances à l'œuvre dans la Chine rurale coïncident avec une expansion de l'agrobusiness et des entreprises alimentaires chinoises dans d'autres pays où les paysans et les petits producteurs se battent également pour garder l'accès à leurs terres.

Les entreprises chinoises se comportent bien sûr comme toutes les entreprises agroalimentaires de n'importe quel pays. En fait, le plus souvent, elles coopèrent avec les entreprises alimentaires, agroindustrielles et financières étrangères. Et c'est bien là le problème. La Chine est devenue très rapidement un nouvel acteur majeur dans l'expansion de l'agrobusiness, ce qui porte directement préjudice aux intérêts des petits producteurs et des systèmes alimentaires locaux en Chine, et partout dans le monde.

23. Pour les conséquences des fermes industrielles, voir Mindy Schneider, "Box 4: Major impacts of the industrialisation of meat production in China dans GRAIN, «Qui nourrira la chine: l'agrobusiness ou les paysans chinois?», août 2012, <https://www.grain.org/article/entries/4549-qui-nourrira-la-chine-l-agrobusiness-ou-les-paysans-chinois-les-decisions-de-beijing-ont-des-repercussions-mondiales>. Un autre exemple de l'ampleur des problèmes environnementaux de l'agriculture chinoise est la pollution des sols; voir «Soil pollution survey finally announced», Dim Sums, April 2014: <http://dimsums.blogspot.co.id/2014/04/soil-pollution-survey-finally-announced.html>

Tableau 1. Quelques-unes des principales entreprises agroindustrielles et alimentaires de Chine

Nom de la société	Activités
Agria Corporation	Trois secteurs principaux : les semences, les engrais et les services ruraux. Détient l'entreprise néo-zélandaise PGG Wrightson, Agrocentro Uruguay et le plus grand semencier de céréales et de légumineuses australien, Grainland Moree Pty Ltd.
Chongqin Grain Group (CGG)	En 2011, l'entreprise publique CGG a réservé 3,4 milliards de dollars US pour étendre ses activités à l'étranger : une exploitation de soja de 200 000 ha au Brésil, une autre de 130 000 ha dans la province de Chaco en Argentine et d'autres exploitations au Canada, en Australie, au Cambodge et en Malaisie. Cependant, tous les projets à l'étranger semblent avoir été mis en sommeil ou abandonnés, pour des raisons inconnues.
CITIC	CITIC est une société financière publique qui finance les transferts fonciers en Chine et s'occupe d'acquérir des terres agricoles à l'étranger, en particulier pour mettre en place des plantations de palmiers à huile en Indonésie et un énorme projet agricole de 500 000 ha en Angola. En 2014, le Japonais Itochu et l'entreprise thaïlandaise Charoen Pokphand ont pris une participation combinée de 20 % dans le capital de CITIC.
China National Cereals, Oils and Foodstuffs Corporation Group (COFCO)	COFCO est le plus gros transformateur, fabricant et négociant de denrées alimentaires de Chine. COFCO est un conglomérat diversifié présent dans des secteurs aussi variés que l'agriculture, la transformation alimentaire, la finance, le stockage, les transports, les facilités portuaires, l'hôtellerie et l'immobilier. Depuis qu'il a pris une participation majoritaire dans deux des plus gros négociants mondiaux de grain, Nidera et Noble, en 2014, COFCO est aujourd'hui l'un des principaux négociants mondiaux de grains, en particulier ceux du Cône Sud de l'Amérique latine.
Heilongjiang Beidahuang	Heilongjiang Beidahuang est la plus grande entreprise agricole chinoise. Ses secteurs d'activité sont très variés : riz, farine, huile, produits laitiers, porc, et pommes de terre. Cette entreprise d'État gère près de 3 millions d'hectares de terres agricoles, 920 000 hectares de forêts et 350 000 hectares de savane dans la province de Heilongjiang. À l'étranger, elle s'efforce actuellement d'acquérir des terres agricoles en Argentine, aux Philippines, en Australie et peut-être en Russie.
New Hope Group (NHG)	NHG est la plus grande entreprise agroindustrielle de Chine, avec plus de 400 filiales et plus de 80 000 employés en Chine et à l'étranger. C'est le plus gros producteur d'alimentation animale et le plus grand fournisseur de produits laitiers, d'œufs et de produits carnés de Chine. NHG a installé plus de 20 usines d'alimentation animale et d'élevages de volaille en Asie du Sud-Est (aux Philippines, en Indonésie, au Cambodge et à Singapour) et a l'intention de s'établir sur les autres continents. Ses plans d'expansion à l'étranger ont le soutien de la Banque mondiale, de Temasek et de plusieurs négociants en céréales transnationaux, comme les Japonais Mitsui et Marubeni, et la compagnie américaine ADM.
Shanghai PengXin	PengXin est un conglomérat diversifié actif dans l'immobilier, l'agrobusiness, l'extraction minière, les infrastructures et la finance. Il a mis en place une exploitation de soja en Bolivie en 2005 et a acheté - ou est en pourparlers pour acheter - de nombreuses fermes laitières en Nouvelle-Zélande et en Australie.
WH Group	WH Group of China est le leader mondial du porc : il est le n°1 en Chine, aux États-Unis et sur des marchés européens clés. Il est propriétaire de l'entreprise américaine Smithfield Foods et de Shuanghui Development, un des principaux producteurs de porc de Chine. En 2013, les ventes du WH Group ont atteint plus de 20 milliards de dollars US.



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné.

On pourra trouver la collection complète des rapports de GRAIN sur notre site web:
www.grain.org/fr/article/categories/13-a-contre-courant

GRAIN,
Girona 25 pral., 08010 Barcelona, Espagne
Tél: +34 93 301 1381, Fax: +34 93 301 16 27
Email: grain@grain.org
www.grain.org